



DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

**- 4 JAN. 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 086-228600011-20221219-22\_A\_SE\_0366-AR

**ARRÊTÉ N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0366**

**du 19 DEC. 2022**

fixant la dotation complémentaire 2022 au titre des revalorisations salariales dites « Loi Castex » dans les établissements et services médico-sociaux de compétence départementale et gérés par l'Association AUDACIA

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

**VU** la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 24 juin 2022 relative aux mesures salariales pour le secteur du handicap et de l'enfance, Ségur de la Santé appliqué aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** l'arrêté n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-0175 du 19 mai 2021 portant renouvellement de l'autorisation de l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé « Foyer de vie » pour adultes handicapés vieillissants à Jazeneuil, géré par AUDACIA ;

**CONSIDERANT** la remontée d'information effectuée auprès des gestionnaires d'établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap et de compétence départementale, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par lesdites revalorisations effectives au 1<sup>er</sup> avril 2022, à savoir les personnels exerçant des fonctions socio-éducatives désignés ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Au titre des mesures salariales pour les professionnels sus-mentionnés, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 est allouée à l'Association AUDACIA pour un montant de 685 € correspondant à 0,23 équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels. Elle s'établit de la façon suivante :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	ETP retenus	Montant prévisionnel 2022
860010875	Foyer de Vie Le Logis de la Cour	0,23	685 €

Elle sera versée en une seule fois sous forme de dotation.

Son montant a été calculé par répartition du crédit de 230 000 € inscrit par l'Assemblée départementale lors du vote de la décision modificative n° 1 du 24 juin 2022, au prorata des ETP remontés par l'association gestionnaire.

**ARTICLE 2 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc **d'un mois** à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc **d'un mois** à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes

**ARTICLE 3:** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **19 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON